

*Relations Nord-Sud*

mêmes. Notre réunion revêt une importance accrue du fait que la plupart des participants se rencontreront pour la première fois.

La presse internationale insistera sans doute beaucoup sur les différences idéologiques des dirigeants, selon qu'ils se situent à droite, à gauche ou au centre. Il est vrai que l'électorat des divers pays a transmis des consignes contradictoires à leurs gouvernements respectifs. Mais je ne pense pas qu'au sommet, nous soyons indûment préoccupés par nos différences; je crois plutôt que nous tenterons d'élaborer un plan d'action commun, que ce soit sur les questions nord-sud, sur la façon d'aborder les relations est-ouest ou sur le commerce international. Nous tenterons de recenser les vastes domaines où nos pays peuvent progresser ensemble vers des buts partagés sans tenir compte des différences qui les séparent en matière de politique nationale.

Tous les chefs d'État qui prendront part au sommet économique savent pertinemment que le monde entier aura les yeux tournés vers eux. Le tiers monde sera sceptique, certes, mais d'après moi, nous faisons preuve d'un leadership de plus en plus grand et nous saurons nous adapter aux priorités de notre époque. Par conséquent, pour déterminer si le sommet aura été fructueux ou non, il ne suffira pas que nous y ayons pris certaines décisions. Plutôt, le critère déterminant de ce succès sera de savoir si, pour tous les participants, les solutions proposées aux grandes questions du jour auront été le fruit d'une concertation et auront été adaptées aux objectifs et aux valeurs que nous partageons tous.

Le sommet sera non seulement le plus complexe, mais nous l'avons aussi voulu d'un caractère différent. Nous avons évité de lui donner une structure précise, de façon à laisser aux chefs d'État tout loisir d'aborder les questions générales des crises qui éprouvent leur pays et les perspectives qui s'ouvrent à eux, et enfin de découvrir le meilleur moyen de régler les premières et d'exploiter les autres.

Nous avons convenu au sommet de Venise, l'année dernière, qu'il nous fallait reprendre les sujets fondamentaux intéressant la scène internationale, dans le but de consolider notre objectif commun. Nous avons donc cherché cette année à ne point nous fixer d'ordre du jour précis. C'est aussi pour la même raison que nos réunions de Montebello auront lieu dans un huis clos relatif.

[Français]

Les problèmes les plus fondamentaux auxquels nous nous heurtons sur le plan international sont liés à l'instabilité de notre environnement économique et politique. Et la gestion des diverses économies du monde industrialisé n'est pas le moindre de ces problèmes.

A l'heure actuelle, le monde industrialisé occidental doit faire face à de faibles taux de croissance, de hauts niveaux de chômage et une inflation qui ne démord pas. A ces facteurs s'ajoutent des perturbations sur les marchés de change alors que les devises européennes ont connu, ces dernières semaines, des dévaluations sans précédent par rapport au dollar américain.

Cette dévaluation des devises européennes, jointe à la hausse générale des taux d'intérêt, affecte de façon adverse la croissance économique de plusieurs pays qui participent au Sommet. On craint désormais que la relance économique prévue ne soit retardée au moins jusqu'au début de 1982.

Certains participants au Sommet, dont le Canada, s'inquiètent des retombées internationales négatives de la politique interne américaine et de ses conséquences par exemple sur les taux d'intérêt. Le rôle du Sommet est de faire en sorte que les diverses politiques nationales visant des objectifs communs ne soient pas incompatibles et contre-productives. L'action entreprise par un pays doit être menée en tenant compte de son impact sur les autres nations. Cela suppose qu'il y ait d'abord connaissance de la situation économique et politique des partenaires et décision de coordonner ensuite les effets pour minimiser les conflits et les retombées négatives.

[Traduction]

L'état des relations Est-Ouest est une autre source de grande instabilité. On ne saurait nier certains faits fondamentaux. L'Union Soviétique a envahi l'Afghanistan, menaçant implicitement tous les pays de l'Asie occidentale et faisant la sourde oreille à l'invitation expresse des pays du tiers monde de se retirer de ces territoires. En outre, il est indéniable que l'Union Soviétique a accru à la fois sa présence militaire dans les océans du monde et augmenté radicalement son armement dirigé contre l'occident.

Ces défis représentent donc une forme de crise plus classique qu'il nous faut affronter. Les pays de l'Ouest se doivent d'adopter une position commune, de sorte qu'en cas de menace directe, la réaction sera rapide et concertée, à la défense de nos propres intérêts et des intérêts de ces pays qui sollicitent notre appui moral et stratégique.

En ce qui me concerne, je crois que le bon sens l'emportera chez les chefs d'État soviétiques. D'après moi, ils ne se sentiront pas si menacés par les événements qu'ils ressentiront le besoin de recourir à la force des armes pour répondre au défi posé par ce changement. Nous avons tous été témoins de la crise en Pologne. L'Union Soviétique devrait savoir que le recours aux armes ne saurait être que néfaste, tant pour elle que pour le reste du monde.

● (1530)

[Français]

Cela dit, nous devons malheureusement agir en sachant que nous vivons dans un monde dangereux. Notre sécurité et celle de l'Alliance occidentale doivent se fonder sur la réalité et être crédibles à nos propres yeux et à ceux des autres. L'expérience des cinq dernières années a démontré la fragilité de la «détente» comme fondement des relations entre l'Est ou l'Ouest. Mais je crois que les événements des prochains mois et des prochaines années détermineront ce que sera la prochaine phase des relations Est-Ouest. Je pense que tous les pays en cause reconnaissent que la stabilisation de ces relations est vitale pour tous, et en particulier pour les pays du Sud, qui devraient être tenus à l'écart des tensions entre l'Est et l'Ouest. Mais l'URSS est une super-puissance qui exige le droit d'être entendue au même titre que sa rivale sur les problèmes qui affectent n'importe quelle région du monde. Elle l'exige pour des raisons d'intérêt national mais aussi, cela est évident, pour des raisons d'ordre idéologique. Il y a donc potentiellement un élément de rivalité entre super-puissances dans chaque région troublée du monde en voie de développement.

Une des faiblesses de la détente est paradoxalement d'avoir été conçue dans un contexte européen relativement équilibré et stable. Quelle que soit la force avec laquelle une telle notion s'est imposée en Europe, on n'en avait jamais éprouvé la valeur